

Envoyé en préfecture le 25/03/2026

Reçu en préfecture le 25/03/2026

Publié le



ID : 083-218300291-20260323-2026\_03\_24-DE

# Rapport d'Orientation Budgétaire 2026

ROB 2026

23/03/26

# SOMMAIRE

## Introduction

### 1. Un contexte économique, financier et politique incertain

- 1.1 Une croissance mondiale atone et une économie française en demi-teinte
- 1.2 Une inflation sous contrôle mais aux effets persistants
- 1.3 Des taux d'intérêt durablement élevés, un coût accru pour la dette publique et locale
- 1.4 Les dynamiques récentes des finances locales
- 1.5 La loi de finances initiale pour 2026 et son impact sur le bloc communal

### 2. Les recettes de fonctionnement

- 2.1 Les impôts et taxes
- 2.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal
- 2.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2026
- 2.4 La structure des recettes réelles de fonctionnement

### 3. Les dépenses de fonctionnement

- 3.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante
- 3.2 Les dépenses de fluides
- 3.3 Les charges de personnel
- 3.4 La part des dépenses de fonctionnement rigides
- 3.5 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement
- 3.6 La structure des dépenses de fonctionnement

### 4. Les épargnes

- 4.1 Epargnes brute/nette
- 4.2 Epargne brute et effet de ciseaux
- 4.3 Taux d'épargne brute
- 4.4 Epargne nette
- 4.5 Synthèse de l'évolution des épargnes

## 5. Les investissements

5.1 Les dépenses d'équipement

5.2 Synthèse des dépenses d'investissements

5.3 Synthèse des recettes d'investissement

5.4 Les besoins de financement pour l'année 2026

5.5. Endettement

## 6. Les ratios

## 7. Les orientations stratégiques pour 2026

## 8. Les prévisions financières

## Introduction

Conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les communes de 3 500 habitants et plus doivent présenter, dans les deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires. Ce document retrace les engagements pluriannuels de la collectivité ainsi que la structure et la gestion de sa dette. Il fait l'objet d'un débat en conseil municipal, dans les conditions prévues par l'article L.2121-8 du CGCT, et donne lieu à une délibération spécifique constatant qu'il a bien eu lieu.

Depuis la loi NOTRe et le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016, les communes de plus de 10 000 habitants doivent inclure dans ce rapport une présentation détaillée de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Y figurent notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel (rémunérations, avantages en nature, temps de travail).

Enfin, le rapport est transmis au préfet ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre.

## 7. Un contexte économique, financier et politique incertain

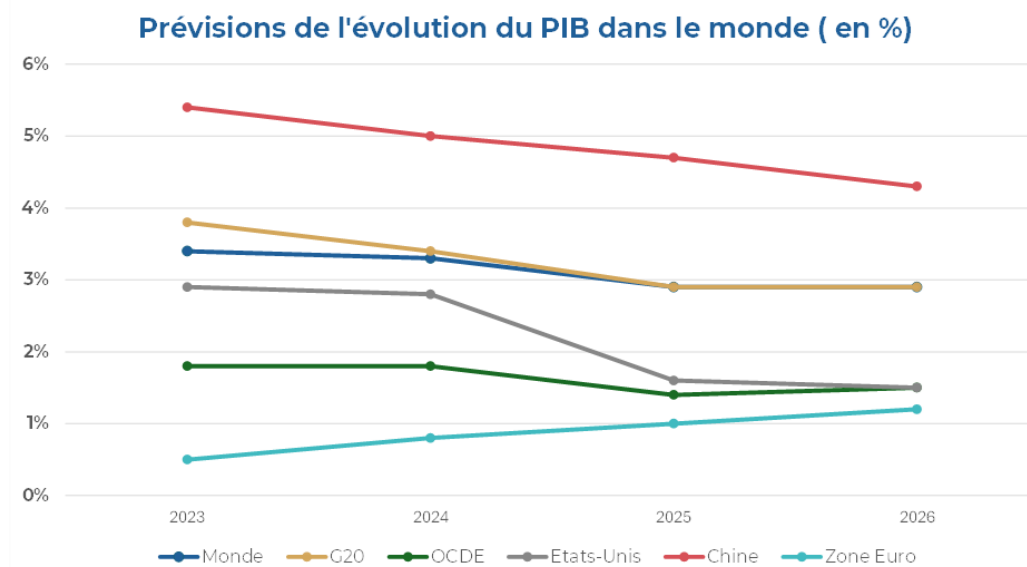
### 7.1 Une croissance mondiale atone et une économie française en demi-teinte

Après le rebond marqué de l'activité en 2021 et 2022, la croissance mondiale a progressivement ralenti sous l'effet du resserrement monétaire et du maintien de prix énergétiques élevés. Les prévisions de l'OCDE et du FMI confirment cette tendance : la croissance mondiale, qui s'élevait à 3,3 % en 2024, devrait ralentir à 2,9 % en 2025 et 2026, un niveau inférieur à la moyenne observée avant la crise sanitaire.

Les trajectoires régionales demeurent contrastées : l'Allemagne reste pénalisée par la hausse des coûts de l'énergie et par les tensions industrielles, tandis que l'Espagne bénéficie encore du dynamisme de son secteur touristique et de l'apport des fonds européens.

Hors zone euro, les États-Unis voient leur croissance ralentir fortement (de 2,8 % en 2024 à 1,4 % en 2025), tandis que la Chine et l'Inde demeurent des moteurs, bien que la croissance chinoise s'essouffle (4,3 % attendus en 2026, contre 5,4 % en 2023).

À ces fragilités conjoncturelles s'ajoute une instabilité accrue des échanges internationaux. La hausse des tarifs douaniers et les tensions commerciales pèsent sur le commerce mondial : l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait anticipé une croissance des échanges de 2,4 % en 2025, avant une légère baisse à 1,8 % en 2026. Ces perspectives, incertaines et marquées par une volatilité accrue des marchés, renforcent le climat d'incertitude économique à moyen terme.



Source : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE, VOLUME 2025

Dans ce contexte international marqué par un ralentissement général et des tensions commerciales, l'économie française affiche un rythme de progression limité. Selon la **Banque de France**, le produit intérieur brut a progressé de 0,9 % en 2025 et de 1 % en 2026.

Cette trajectoire, légèrement inférieure à la moyenne de la zone euro, reflète la fragilité structurelle de l'économie française. Le déficit commercial conserve un niveau important, et sera pénalisé par le coût élevé des importations énergétiques et par la hausse des tarifs douaniers américains. L'investissement privé demeure contraint par des conditions de financement resserrées et par un climat d'incertitude durable sur les marchés mondiaux.

Si une reprise plus soutenue est attendue à partir de 2027, la croissance française reste à ce stade en deçà de son potentiel de long terme, confirmant un positionnement dans la moyenne basse de la zone euro et une dépendance accrue aux aléas conjoncturels extérieurs.

### 1.2 Une inflation sous contrôle mais aux effets persistants

La poussée inflationniste déclenchée par la crise énergétique et la guerre en Ukraine s'est progressivement estompée.

En France, l'inflation est repassée sous le seuil de **2 %** à l'été 2025, conformément à l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la **Banque centrale européenne**. Elle s'établirait ainsi à **0,9 %** en 2025, selon les estimations de l'**INSEE** et de la **Banque de France**, avant de connaître une remontée modérée à **1,4 %** en 2026.

#### POINTS CLÉS DES PROJECTIONS FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

|   | 2024       | 2025             | 2026       | 2027         | 2028       |
|---|------------|------------------|------------|--------------|------------|
| <b>PIB réel</b>   | <b>1,1</b> | <b>0,9 (0,8)</b> | <b>1,0</b> | <b>1,0</b>   | <b>1,1</b> |
|   | <i>0,0</i> | <i>0,2 (0,1)</i> | <i>0,1</i> | <i>- 0,1</i> | <i>-</i>   |
| <b>IPCH</b>   | <b>2,3</b> | <b>0,9</b>       | <b>1,3</b> | <b>1,3</b>   | <b>1,8</b> |
|   | <i>0,0</i> | <i>- 0,1</i>     | <i>0,0</i> | <i>- 0,5</i> | <i>-</i>   |
| <b>IPCH hors énergie et alimentation</b>                                | <b>2,3</b> | <b>1,6</b>       | <b>1,6</b> | <b>1,6</b>   | <b>1,7</b> |
|   | <i>0,0</i> | <i>- 0,1</i>     | <i>0,0</i> | <i>0,0</i>   | <i>-</i>   |
| <b>Taux de chômage (BIT, France entière, % de la population active)</b> | <b>7,4</b> | <b>7,6</b>       | <b>7,8</b> | <b>7,6</b>   | <b>7,4</b> |
|   | <i>0,0</i> | <i>0,1</i>       | <i>0,2</i> | <i>0,2</i>   | <i>-</i>   |

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 29 août 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.  
 Pour 2025, la projection de croissance du PIB réel est indiquée sur la base des dernières informations disponibles (enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France publiée le 9 décembre 2025). Le chiffre entre parenthèses correspond à la projection réalisée pour l'Eurosystème et finalisée le 3 décembre 2025, avant la publication de l'enquête mensuelle de décembre.

Cette normalisation constitue un signal positif pour l'économie, mais les effets passés de l'inflation continuent de peser sur les budgets locaux : les revalorisations successives du point d'indice en 2022 et 2023, la hausse durable des coûts salariaux, ainsi que le renchérissement des travaux publics et de l'énergie. Ces charges supplémentaires, désormais structurelles, ont réduit les marges de manœuvre financières des collectivités.

### 1.3 Des taux d'intérêt durablement élevés, un coût accru pour la dette publique et locale

Le retournement du cycle monétaire engagé à partir de 2022 a profondément modifié l'environnement financier. Afin de contenir l'inflation, la Banque centrale européenne a relevé ses taux directeurs à des niveaux inédits depuis la création de l'euro. Le taux de la facilité de dépôt, qui était négatif en 2021, a atteint **4 % en 2023**, avant d'être progressivement abaissé à compter de juin 2024. Depuis le 11 juin 2025, le taux de dépôt est fixé à **2,00 %** et demeure inchangé à la date du présent rapport, traduisant une phase

de stabilisation de la politique monétaire dans un contexte de normalisation de l'inflation.

Les taux longs demeurent cependant à un niveau supérieur à celui observé avant la crise inflationniste, autour de **3 %** pour l'OAT à 10 ans. Cette prime de risque reflète à la fois l'importance du déficit et de la dette publics en France, ainsi que l'incertitude budgétaire nationale. Pour l'État comme pour les collectivités, il en résulte un financement plus coûteux, réduisant les capacités de financement bancaires.

#### *1.4 Les dynamiques récentes des finances locales*

Le dernier rapport de la Cour des comptes souligne une situation contrastée des finances locales françaises.

En 2024, les recettes se sont établies à 258,2 Mds €, en progression de **+2,7 %** par rapport à 2023, contre **+3,4 %** l'année précédente. Cette décélération s'explique principalement par le ralentissement de la dynamique fiscale. D'un côté, les impôts directs ont continué de croître, portés par la revalorisation des bases indexées sur l'inflation (+3,9 % en 2024 après +7,1 % en 2023). De l'autre, la TVA, qui constitue la principale recette fiscale des EPCI, est demeurée quasi stable en 2024, freinant ainsi la progression globale des recettes.

Les dépenses, quant à elles, poursuivent une dynamique plus soutenue. Elles atteignent 220 Mds € en 2024, en hausse de **+4,1 %** sur un an. Le bloc communal enregistre la progression la plus marquée (+4,8 %), tirée avant tout par la hausse de la masse salariale. Les charges de personnel représentent le premier poste budgétaire des communes.

Cette évolution divergente entre recettes et dépenses fragilise l'épargne des collectivités. Le taux moyen d'épargne brute s'élève à 14,6 % en 2024, en baisse de -7,5 % par rapport à 2023, soit une perte globale estimée à 1,8 Md €, pour un montant total de 37,7 Mds €. L'épargne nette s'établit à 20,7 Mds €, en recul de -8,9 %.

Malgré ce repli, l'investissement reste dynamique. Celui-ci est porté par plusieurs facteurs : le cycle électoral, le financement de la transition énergétique et écologique, ainsi que les compétences nouvelles, en particulier dans le domaine des transports pour les régions.

Toutefois, la progression des recettes d'investissement demeure insuffisante pour couvrir la croissance des dépenses d'équipement. Le taux d'autofinancement chute de manière notable, passant de 76,4 % en 2022 à 64 % en 2024. Pour combler cet écart, les collectivités ont eu recours à un endettement accru, portant l'encours de dette à 194,5 Mds € en 2024. La capacité moyenne de désendettement reste néanmoins contenue à 5,2 ans, niveau globalement maîtrisé mais qui masque des disparités importantes.

Ces disparités sont particulièrement visibles entre strates de collectivités. Les communes affichent un taux d'épargne brute de 14,8 %, tandis que celui des EPCI atteint 19,7 %. Toutefois, au sein du bloc communal, le nombre de collectivités présentant une épargne nette négative et une capacité de désendettement supérieure à 12 ans est en augmentation. Globalement, la situation du bloc communal demeure favorable, mais certains signaux appellent à la vigilance.

À compter de 2026, les collectivités locales seront davantage sollicitées dans le cadre de l'effort de redressement des finances publiques. Outre la stabilisation annoncée des concours financiers de l'État (hors péréquation), plusieurs mécanismes risquent de peser sur leurs équilibres budgétaires.

### *1.5.1 Le projet de loi de finances pour 2026*

Le Gouvernement Lecornu II a déposé, le 14 octobre 2025, le projet de loi de finances pour 2026, en annonçant renoncer à la procédure de l'article 49.3 de la Constitution.

À l'issue de la navette parlementaire et après l'échec de la commission mixte paritaire, la loi de finances n'avait pas pu être adoptée avant le 31 décembre 2025.

Conformément à l'article 47 de la Constitution et à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), le Parlement avait donc adopté une loi spéciale, publiée fin décembre 2025, afin d'assurer la continuité de l'action publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Face au blocage politique, le Gouvernement a finalement engagé sa responsabilité en application de l'article 49.3 sur une version modifiée du PLF 2026, en partie issue des amendements du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Avec le rejet des motions de censure et au terme d'un véritable marathon budgétaire, la loi de finances pour 2026 a donc définitivement été adoptée le 2 février 2026.

Les éléments présentés ci-dessous seront considérés comme définitifs après la décision du Conseil constitutionnel, puis la promulgation par le Président de la République.

L'effort demandé aux collectivités locales est évalué par le Gouvernement à 2 Md€, contre 5 Md€ dans la version initiale. Un chiffrage que conteste l'association des maires de France qui l'évalue à 5 Md€ en intégrant notamment l'augmentation du taux de cotisation de la CNRACL.

#### **> Gel de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et renforcement de la péréquation**

Comme il était prévu dans la version initiale du PLF 2026, le montant de l'enveloppe globale de la DGF est maintenu à son niveau de 2025, après trois années consécutives d'augmentation (+790 M€ entre 2023 et 2025). La DGF renoue ainsi avec le gel qui avait été appliqué entre 2018 et 2022.

Cette absence de revalorisation entraînera une baisse de la **Dotation forfaitaire** pour environ la moitié des communes.

La loi de finances confirme la hausse des dotations de péréquation. La **Dotation de solidarité rurale (DSR)** sera abondée de +150 M€ et la **Dotation de solidarité urbaine (DSU)** de +140 M€, sous réserve des ajustements que pourra opérer ultérieurement le Comité des finances locales.

Ces progressions sont identiques à celles fixées en 2025. Elles sont financées par un prélèvement sur l'enveloppe de la Dotation forfaitaire qui, elle, n'évolue pas. Il faut donc

s'attendre à un **renforcement du mécanisme d'écrêtement** de la Dotation forfaitaire qui pèse sur les communes qui présentent un potentiel fiscal par habitant très au-dessus de la moyenne nationale.

En ce qui concerne les EPCI, l'enveloppe nationale de la **Dotation d'intercommunalité** augmentera bien de +90 M€. Cette progression est financée par un prélèvement sur l'enveloppe de la **Dotation de compensation**. Il faut, là aussi, s'attendre à des baisses de dotation pour certaines intercommunalités.

### > Baisse des variables d'ajustement (DCRTP)

Le mécanisme de minoration des **variables d'ajustement** est renforcé par la loi de finances, en comparaison de la première version du PLF 2026.

En 2025, la minoration s'élevait à 487 M€. La loi de finances 2026 prévoit une nouvelle baisse des compensations à hauteur de 586 M€. Cet alourdissement permettra de financer l'augmentation de la Dotation élu local (DPEL).

Concrètement, la **Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)** sera minorée au prorata des recettes réelles de fonctionnement de la collectivité bénéficiaire, dans une proportion supérieure à celle de 2025.

Dans les faits, la DCRTP des communes sera quasiment supprimée dès 2026.

### > Diminution de la compensation de l'abattement de 50% sur les valeurs locatives des établissements industriels

La loi de finances pour 2021, à l'issue de la crise sanitaire, avait réduit de 50 % les valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises pour les établissements industriels.

Une compensation intégrale des pertes fiscales des collectivités locales concernées avait alors été instaurée, financée par un prélèvement sur les recettes de l'État (PSR).

La version d'octobre du projet de loi de finances 2026 avait proposé de réduire de 25 % la compensation versée aux communes et aux EPCI.

La loi de finances pour 2026 retient finalement la version proposée par le Sénat. **La compensation versée aux collectivités concernées par l'Etat sera réduite de 19,3 %** et la baisse supportée par chaque commune et EPCI ne pourra pas excéder 2 % des recettes réelles de fonctionnement de l'exercice n-2.

A noter : la loi de finances modifie l'évolution forfaitaire des valeurs locatives des locaux industriels. Auparavant indexées sur l'évolution de l'IPCH - comme les valeurs locatives d'habitation - elles progresseront désormais selon la moyenne nationale des coefficients départementaux des locaux professionnels. Concrètement, les valeurs locatives industrielles seront donc désormais quasiment stables d'une année sur l'autre.

### > Restriction sur le FCTVA en fonctionnement et année blanche pour les EPCI

Le PLF prévoyait de recentrer l'assiette des dépenses éligibles au Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) uniquement sur les dépenses d'investissement.

La loi de finances confirme l'éligibilité de l'entretien des réseaux et de l'informatique en nuage. En revanche, les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie seront bien dorénavant **exclues du FCTVA**.

Autre changement pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération : les versements du FCTVA interviendront l'année suivant la dépense d'investissement et non plus la même (décalage de l'année N à l'année N+1). Cette modification ne concerne pas les communes nouvelles.

L'année 2026 sera donc **une année blanche au titre du FCTVA pour les groupements de communes**.

### > Gel des fractions de TVA

Le PLF initial prévoyait que l'évolution des fractions de TVA affectées aux EPCI, départements et régions, soit désormais fonction de la dynamique nationale de la TVA en année N-1, minorée par le taux d'inflation de l'année N-1.

Cette réforme est finalement abandonnée dans la loi de finances. C'est donc la règle définie dans la loi de finances pour 2025 qui continue à s'appliquer.

Les fractions de TVA versées en compensation de la suppression de la taxe d'habitation et de la CVAE continueront à être indexées sur l'évolution de la TVA nationale de l'année N-1.

Selon les prévisions, la TVA collectée par l'Etat en 2025 aurait diminué de -0,33 % par rapport à l'année 2024. Les EPCI peuvent donc s'attendre en 2026 à une nouvelle quasi stabilité de cette recette.

### > Correction de l'abattement sur les terres agricoles en matière de taxe foncière sur les propriétés non bâties

La loi de finances pour 2025 a élevé de 20 % à 30 % l'abattement applicable aux terres agricoles en matière de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB). La loi de finances prend en compte la perte de recette substantielle que représente cette mesure pour les communes rurales, et prévoit d'augmenter de 50 % la compensation de cet abattement.

### > Création d'un nouveau Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO 2)

C'était une des mesures les plus contestées du projet de loi finances pour 2026. Il prévoyait de reconduire et de renforcer le DILICO, cette mise en réserve forcée d'une partie des recettes de fonctionnement des collectivités présentant les indices de richesse et de revenus les plus favorables.

Son montant global devait être porté à 2 Md€, soit un doublement par rapport à 2025. Le remboursement des sommes prélevées se serait effectué sur 5 ans et non plus sur 3 ans et ce reversement aurait été conditionné au respect d'un objectif de maîtrise des dépenses réelles de chaque catégorie de collectivité.

Finalement, sous la pression des parlementaires, le montant total du DILICO 2 n'atteindra que 740 M€ (250 M€ pour les EPCI, 140 M€ pour les départements et 350 M€ pour les régions). Surtout, les communes sont exonérées de prélèvement.

Le reversement s'effectuera aux conditions fixées en 2025 pour le DILICO : en trois ans (de 2027 à 2029), à hauteur de 90 % et sans condition particulière.

### > Verdissement de la fiscalité sur les déchets

La loi de finances a allégé de moitié l'augmentation prévue initialement de la **TGAP** (6 % contre 10 % initialement). Elle augmentera tout de même de 4 €/tonne tous les ans jusqu'en 2030 pour atteindre alors 85 €/tonne contre 65 € aujourd'hui. Cette augmentation de la fiscalité pèsera fortement sur les équilibres des budgets annexes déchets ou des syndicats intercommunaux.

Par mesure de compensation, le taux de TVA à 10 %, qui s'appliquait sur la collecte et le traitement des déchets ménagers, est remplacé par un taux unique à 5,5 %.

### > Abandon de la création du Fonds d'Investissement pour les Territoires (FIT)

La version initiale du PLF 2026 prévoyait de fusionner la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la Dotation politique de la ville (DPV) et la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) au sein d'une nouvelle dotation : le Fonds d'investissement pour les territoires (FIT). Sous la pression du Parlement, ce projet a été abandonné.

A noter : le **Fonds vert**, malgré une augmentation par rapport au projet de loi de finances d'octobre, subira une diminution des autorisations d'engagement par rapport à 2025.

### > Fusion de la TLV et de la THLV

La loi de finances prévoit de mettre fin à la distinction entre la taxe sur les logements vacants (TLV) perçue par l'Etat dans les communes en tension, grandes villes ou zones très touristiques, et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçue par les communes en zone non-tendue qui ont décidé de l'activer.

Les deux taxes seront fusionnées en une taxe sur la vacance des locaux (TVLH) et son produit sera intégralement réservé aux collectivités.

Les délibérations antérieures des communes cesseront de produire leurs effets à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027. Une nouvelle délibération sera nécessaire. Les possibilités d'accroître le taux d'imposition seront plus grandes.

### > Déliaison des taux de la THRS et de la TFPB

Depuis le 1er janvier 2023, les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et les taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) étaient liés et devaient évoluer dans la même proportion.

La loi de finances assouplit cette règle. Les communes dont le taux de THRS est inférieur au taux moyen constaté (et non plus à 75 % de la moyenne) dans les communes du département l'année précédente pourraient augmenter le taux de leur THRS dans une proportion qui ne pourrait excéder 10 % de ce taux moyen (contre 5 % précédemment). La même disposition s'applique pour les EPCI.

### > Poursuite de l'augmentation du taux de cotisation de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (CNRACL)

Il est important de préciser que le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales continuera de s'appliquer en 2026.

Il prévoit une nouvelle hausse de 3 points du taux employeur (de 34,65 % à 37,65 %), après celle intervenue en 2025 et avant de nouvelles hausses en 2027 puis 2028. Entre le 1er janvier 2025 et le 1er janvier 2028, le taux aura donc augmenté de 12 points, passant de 31,65 % à 43,65 %. Cette mesure représente un impact majeur sur les budgets de l'ensemble des collectivités locales.

### > Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

Hors PLF, il est rappelé que chaque année l'indexation des valeurs locatives cadastrales, prévue à l'article 1518 bis du CGI, est calculée sur la base de l'évolution de l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) constatée de novembre à novembre. L'INSEE a publié le résultat le 12 décembre 2025. L'IPCH a augmenté de novembre 2024 à novembre 2025 de +0,8 %.

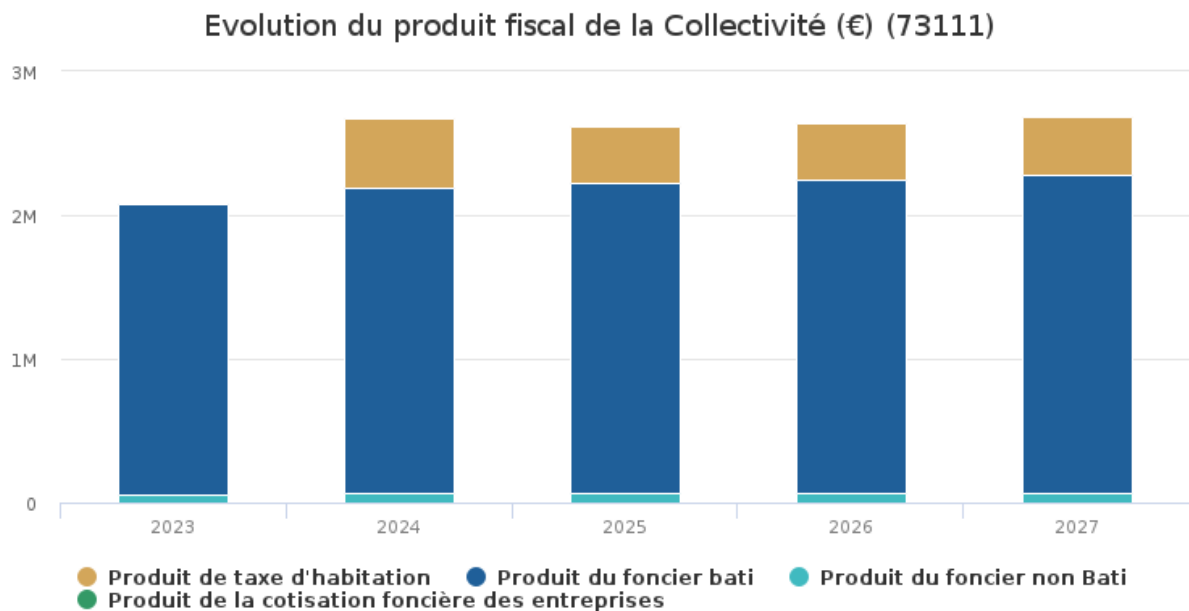
Concrètement, les bases locatives des locaux d'habitation augmenteront donc automatiquement en 2026 de +0,8 %. Cette évolution est à prendre en compte dans l'estimation du produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et des deux taxes foncières.

## 2. Les recettes de fonctionnement

### 2.1 Les impôts et taxes

#### 2.1.1 La fiscalité directe

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la commune.



Pour 2026 le produit fiscal de la commune est estimé à 2 994 332 € soit une évolution de - 1,26 % par rapport à l'exercice 2025.

#### Le potentiel fiscal de la commune

C'est un indicateur de la richesse fiscale de la commune. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal de la commune est de 1187.72 /hab, la moyenne du potentiel fiscal des communes en France est de 778.84 /hab en 2024, de 700 € à 1 712 € suivant les strates de population.

## L'effort fiscal de la commune

L'effort fiscal mesure la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés. S'il se situe au-dessus de 1, la commune exerce une pression fiscale sur ses administrés plus forte que les communes au niveau national. Si cet indicateur se situe en-dessous de 1, la commune exerce alors une pression fiscale inférieure à la moyenne nationale.

Pour la commune en 2025 cet indicateur est évalué à 0.94. La commune exerce une pression fiscale sur ses administrés plus faible que les autres communes et dispose en conséquence d'une réelle marge de manœuvre si elle souhaite augmenter ses taux d'imposition pour dégager davantage d'épargne sur ses recettes réelles de fonctionnement.

## Evolution de la fiscalité directe

| Année   | 2023 | 2024           | 2025           | 2026           | 2027           | 2023->2027 % |
|---------|------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Base TH | 0 €  | 2 519 002<br>€ | 2 561 825<br>€ | 2 582 320<br>€ | 2 626 219<br>€ | - %          |

|         |         |         |         |         |         |     |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----|
| Taux TH | 17.05 % | 17.05 % | 17.05 % | 17.05 % | 17.05 % | 0 % |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----|

|            |     |              |              |              |              |     |
|------------|-----|--------------|--------------|--------------|--------------|-----|
| Produit TH | 0 € | 487 066<br>€ | 384 274<br>€ | 387 348<br>€ | 393 933<br>€ | - % |
|------------|-----|--------------|--------------|--------------|--------------|-----|

| Année | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2023->2027 % |
|-------|------|------|------|------|------|--------------|
|-------|------|------|------|------|------|--------------|

|                        |        |        |        |        |        |  |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--|
| Coefficient correcteur | 1,1664 | 1,1664 | 1,1664 | 1,1664 | 1,1664 |  |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--|

|                            |         |         |         |         |         |  |
|----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--|
| Compensation / prélèvement | 300 408 | 316 800 | 359 758 | 362 636 | 368 801 |  |
|----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--|

| Année             | 2023        | 2024        | 2025        | 2026        | 2027        | 2023->2027 % |
|-------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Base FB – commune | 7 187 256 € | 7 579 575 € | 7 708 428 € | 7 770 095 € | 7 902 187 € | 9,95 %       |

|                   |        |        |        |        |        |     |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-----|
| Taux FB – commune | 28.0 % | 28.0 % | 28.0 % | 28.0 % | 28.0 % | 0 % |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-----|

|            |             |             |             |             |             |         |
|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------|
| Produit FB | 2 014 342 € | 2 124 307 € | 2 161 773 € | 2 179 067 € | 2 216 110 € | 10,02 % |
|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------|

| Année | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2023->2027 % |
|-------|------|------|------|------|------|--------------|
|-------|------|------|------|------|------|--------------|

|          |          |          |          |          |          |         |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------|
| Base FNB | 87 214 € | 95 229 € | 96 848 € | 97 623 € | 99 283 € | 13,84 % |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|---------|

|          |         |         |         |         |         |     |
|----------|---------|---------|---------|---------|---------|-----|
| Taux FNB | 68.27 % | 68.27 % | 68.27 % | 68.27 % | 68.27 % | 0 % |
|----------|---------|---------|---------|---------|---------|-----|

|             |          |          |          |          |          |         |
|-------------|----------|----------|----------|----------|----------|---------|
| Produit FNB | 59 539 € | 65 100 € | 68 296 € | 68 842 € | 70 013 € | 17,59 % |
|-------------|----------|----------|----------|----------|----------|---------|

| Année      | 2023 | 2024      | 2025      | 2026      | 2027      | 2023->2027 % |
|------------|------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------|
| Produit TH | 0 €  | 487 066 € | 384 274 € | 387 348 € | 393 933 € | - %          |

|             |             |             |             |             |             |         |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------|
| Produit TFB | 2 014 342 € | 2 124 307 € | 2 161 773 € | 2 179 067 € | 2 216 110 € | 10,02 % |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------|

| Année                          | 2023               | 2024               | 2025               | 2026               | 2027               | 2023->2027 %  |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| Produit TFNB                   | 59 539 €           | 65 100 €           | 68 296 €           | 68 842 €           | 70 013 €           | 17,59 %       |
| Produit CFE                    | 0 €                | 0 €                | 0 €                | 0 €                | 0 €                | - %           |
| Autres                         | 752 469 €          | 318 707 €          | 418 139 €          | 359 075 €          | 365 180 €          | -51,47 %      |
| <b>TOTAL PRODUIT FISCALITE</b> | <b>2 826 350 €</b> | <b>2 995 180 €</b> | <b>3 032 482 €</b> | <b>2 994 332 €</b> | <b>3 045 236 €</b> | <b>7,74 %</b> |
| Évolution en %                 |                    | 5,97 %             | 1,25 %             | -1,26 %            | 1,7 %              |               |

## 2.1.2 Les impôts et taxes (731)

### Le levier fiscal de la commune

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la commune sur le plan fiscal, il s'agit tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la commune dans le total de ses recettes fiscales. Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est ensuite présentée.

### Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la commune

| Année                           | 2023        | 2024        | 2025        | 2026        | 2027        | 2023->2027 % |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Taxes foncières et d'habitation | 2 826 350 € | 2 995 180 € | 3 032 482 € | 2 994 332 € | 3 045 236 € | 7,74 %       |

| Année                         | 2023               | 2024               | 2025               | 2026               | 2027               | 2023->2027<br>% |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| Impôts économiques (hors CFE) | 0 €                | 0 €                | 0 €                | 0 €                | 0 €                | 0 %             |
| Reversement EPCI              | 340 574 €          | 340 574 €          | 340 574 €          | 340 574 €          | 340 574 €          | 0 %             |
| Autres ressources fiscales    | 397 747 €          | 345 768 €          | 323 022 €          | 327 544 €          | 333 440 €          | -16,17 %        |
| <b>TOTAL IMPOTS ET TAXES</b>  | <b>3 564 671 €</b> | <b>3 681 522 €</b> | <b>3 696 078 €</b> | <b>3 662 450 €</b> | <b>3 719 250 €</b> | <b>4,34 %</b>   |

## 2.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

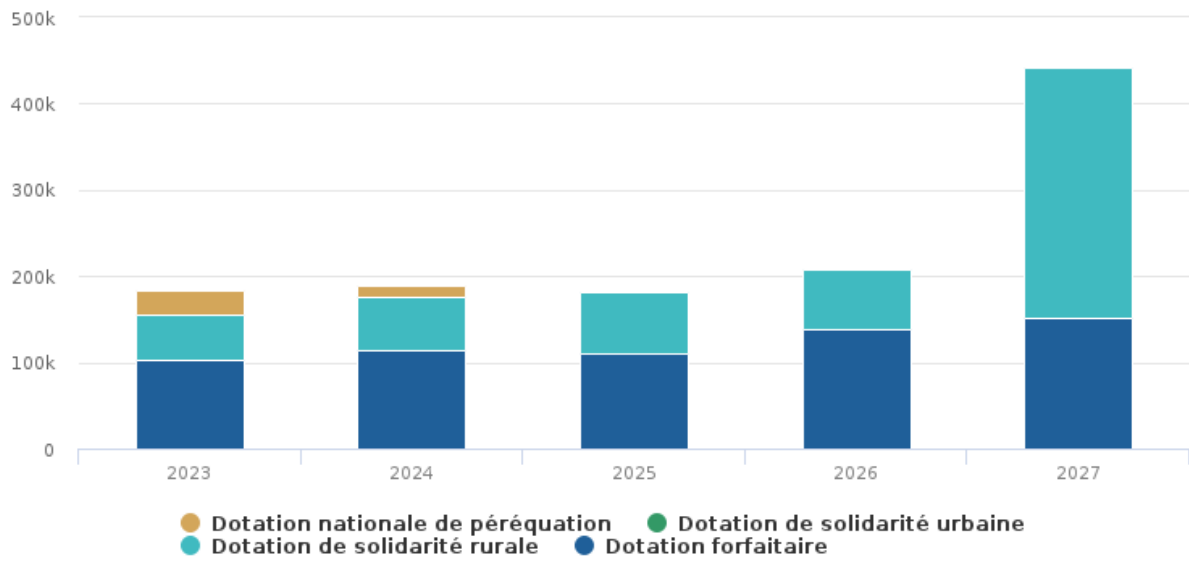
Les recettes en dotations et participations de la commune s'élèveront à 207 565 € en 2026. La commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.

La DGF de la commune est composée des éléments suivants :

- **La dotation forfaitaire (DF)** correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écrêtement appliqué pour financer la péréquation entre territoires et participer au redressement des comptes publics de l'Etat, a réduit son montant, voire supprimé son bénéfice pour certaines communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** soutient les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.

### Dotations globales de fonctionnement (€)



## Évolution des montants de Dotation globale de fonctionnement

| Année                             | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 | 2023->2027<br>% |
|-----------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------|
| Dotation Forfaitaire              | 103 453<br>€         | 114 365<br>€         | 111 132<br>€         | 138 733<br>€         | 150 763<br>€         | 45,73 %         |
| Dotation Nationale de Péréquation | 29 027<br>€          | 14 514<br>€          | 0 €                  | 0 €                  | 0 €                  | -100 %          |
| Dotation de Solidarité Rurale     | 51 678<br>€          | 61 111 €             | 71 305<br>€          | 68 832<br>€          | 70 070<br>€          | - %             |
| Dotation de Solidarité Urbaine    | 0 €                  | 0 €                  | 0 €                  | 0 €                  | 0 €                  | 0 %             |
| Reversement sur DGF               | - 0 €                | - 0 €                | - 0 €                | - 0 €                | - 0 €                | - %             |
| <b>TOTAL DGF</b>                  | <b>184 158<br/>€</b> | <b>189 990<br/>€</b> | <b>182 437<br/>€</b> | <b>207 565<br/>€</b> | <b>220 833<br/>€</b> | <b>140,3 %</b>  |
| Évolution en %                    |                      | 3,17 %               | -3,98 %              | 13,77 %              | 113,2 %              |                 |

Envoyé en préfecture le 25/03/2026

Reçu en préfecture le 25/03/2026

Publié le



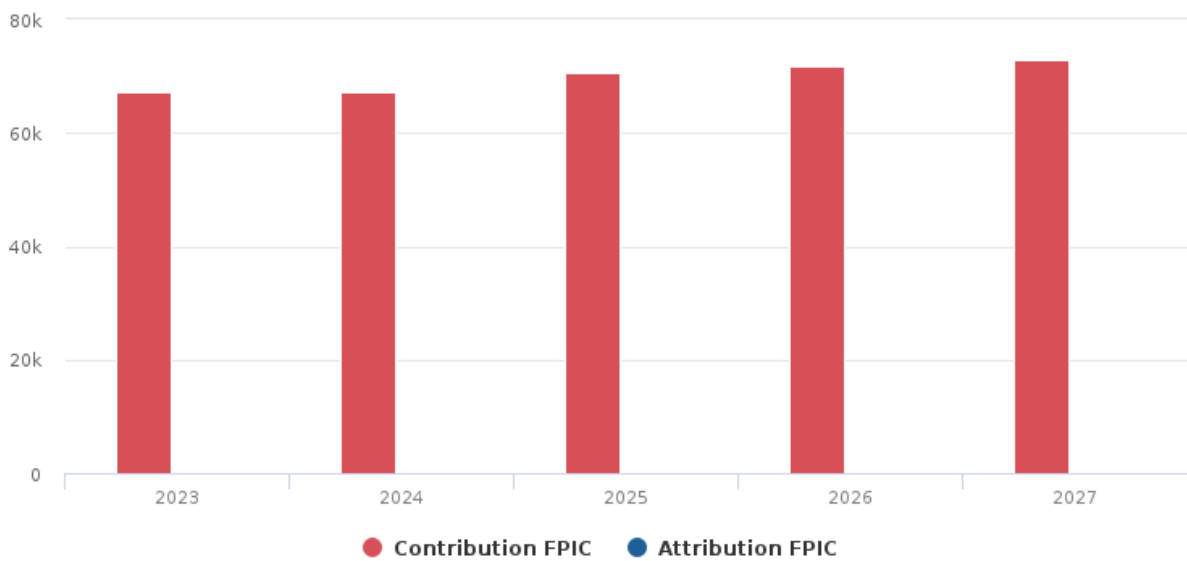
ID : 083-218300291-20260323-2026\_03\_24-DE

## Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC.

Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant de prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI et les communes en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) puis entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

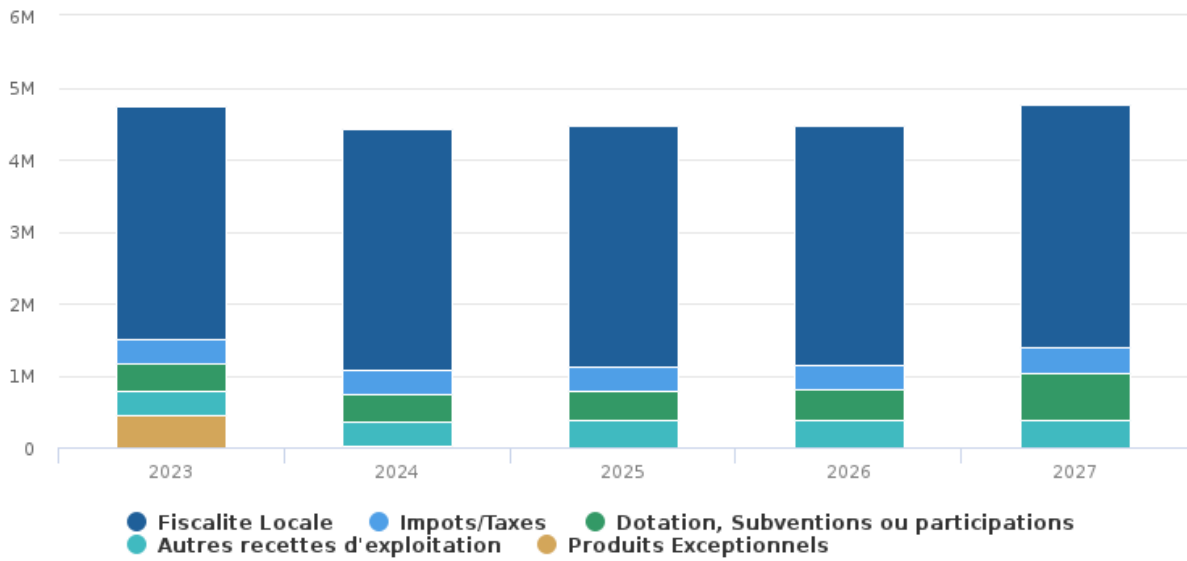
### Solde Fonds de Péréquation Communal et Intercommunal



| Année             | 2023             | 2024             | 2025             | 2026             | 2027             | 2023->2027 %  |
|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Contribution FPIC | 67 277 €         | 67 162 €         | 70 732 €         | 71 722 €         | 73 013 €         | 8,53 %        |
| Attribution FPIC  | 0 €              | 0 €              | 0 €              | 0 €              | 0 €              | - %           |
| <b>Solde FPIC</b> | <b>-67 277 €</b> | <b>-67 162 €</b> | <b>-70 732 €</b> | <b>-71 722 €</b> | <b>-73 013 €</b> | <b>8,53 %</b> |
| Évolution en %    |                  | -0,17 %          | 5,32 %           | 1,4 %            | 1,8 %            |               |

## 2.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2026

### Synthèse des Recettes Réelles de Fonctionnement

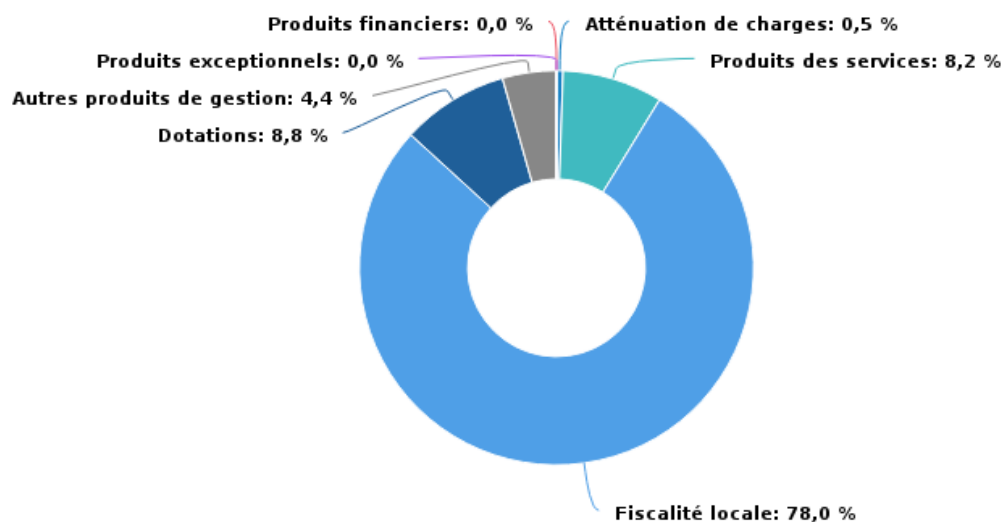


| Année                                    | 2023               | 2024               | 2025               | 2026               | 2027               | 2023->2027 %   |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Impôts / taxes                           | 3 564 671 €        | 3 681 522 €        | 3 696 078 €        | 3 662 450 €        | 3 719 250 €        | 4,34 %         |
| Dotations, Subventions ou participations | 389 855 €          | 384 398 €          | 385 079 €          | 413 044 €          | 651 702 €          | 67,17 %        |
| Autres Recettes d'exploitation           | 619 546 €          | 614 337 €          | 610 495 €          | 618 693 €          | 629 382 €          | 1,59 %         |
| Produits Exceptionnels                   | 450 000 €          | 20 379 €           | 9 852 €            | 0 €                | 0 €                | -100 %         |
| <b>Total Recettes de fonctionnement</b>  | <b>5 024 076 €</b> | <b>4 700 638 €</b> | <b>4 701 507 €</b> | <b>4 694 190 €</b> | <b>5 000 337 €</b> | <b>-0,47 %</b> |
| Évolution en %                           |                    | -6,44 %            | 0,02 %             | -0,16 %            | 6,52 %             | -              |

## 2.4 La structure des recettes réelles de fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2026, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 4 694 190 €, soit 1 173,5475 € / hab. ce ratio est inférieur à celui de 2025 (1 214,5459 € / hab).

### Structure des recettes réelles de fonctionnement



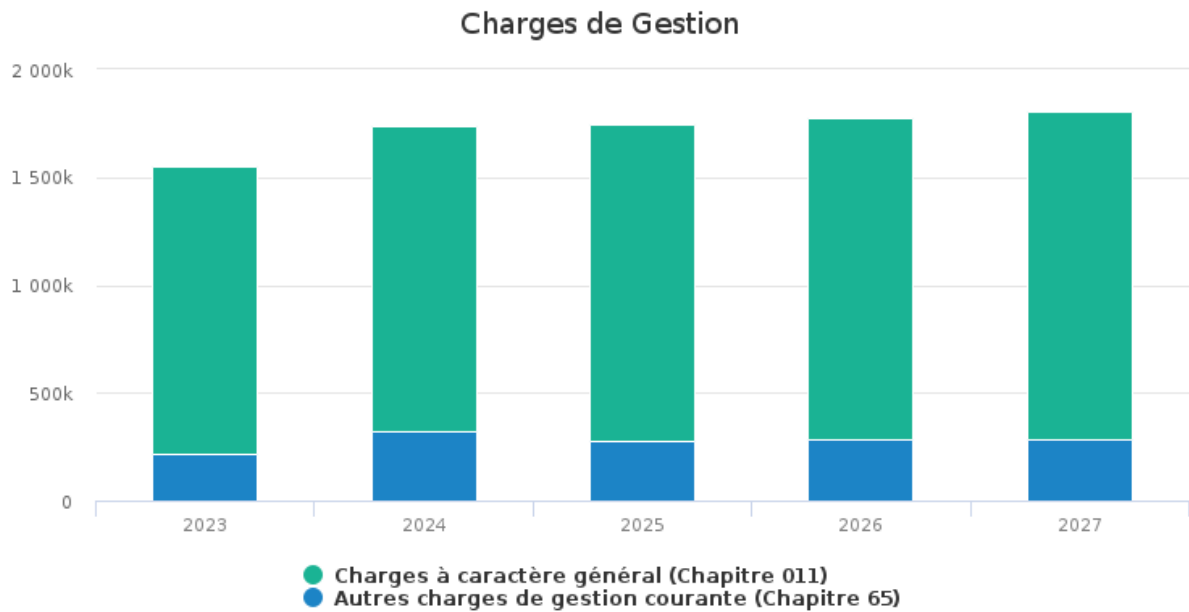
Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- A 78,02 % de la fiscalité directe ;
- A 8,8 % des dotations et participations ;
- A 8,23 % des produits des services, du domaine et des ventes ;
- A 4,42 % des autres produits de gestion courante ;
- A 0,53 % des atténuations de charges ;
- A 0 % des produits financiers ;
- A 0 % des produits exceptionnels ;
- A 0 % des reprises sur amortissements et provisions.

### 3. Les dépenses de fonctionnement

#### 3.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

La graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la commune avec une projection jusqu'en 2026. En 2025, elles représentaient 39,08 % du total des dépenses réelles de fonctionnement. En 2026 elles devraient atteindre 39,06 % du total de cette même section.

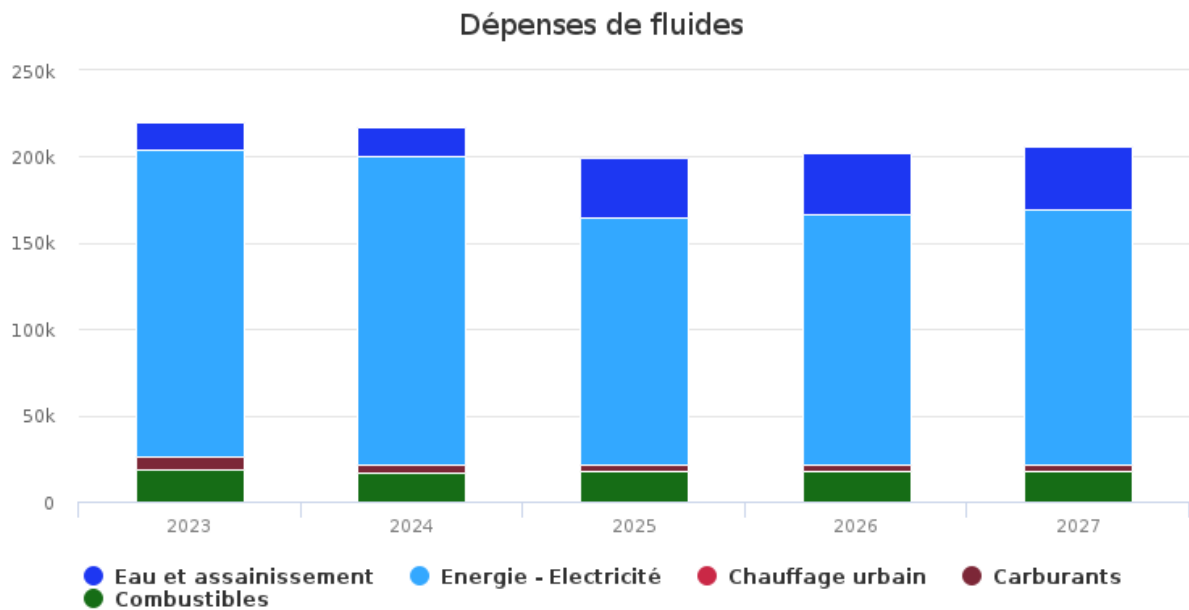


Les charges de gestion, en fonction de budget 2026, évolueraient de 1,4 % entre 2025 et 2026.

| Année                            | 2023               | 2024               | 2025               | 2026               | 2027               | 2023->2027 %   |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Charges à caractère              | 1 333 851 €        | 1 409 465 €        | 1 470 077 €        | 1 490 658 €        | 1 517 490 €        | 13,77 %        |
| Autres charges de gestion        | 214 213 €          | 325 378 €          | 278 940 €          | 282 845 €          | 287 936 €          | 34,42 %        |
| <b>Total dépenses de gestion</b> | <b>1 548 064 €</b> | <b>1 734 843 €</b> | <b>1 749 017 €</b> | <b>1 773 503 €</b> | <b>1 805 426 €</b> | <b>16,62 %</b> |
| Évolution en %                   |                    | 12,07 %            | 0,82 %             | 1,4 %              | 1,8 %              | -              |

### 3.2 Les dépenses de fluides

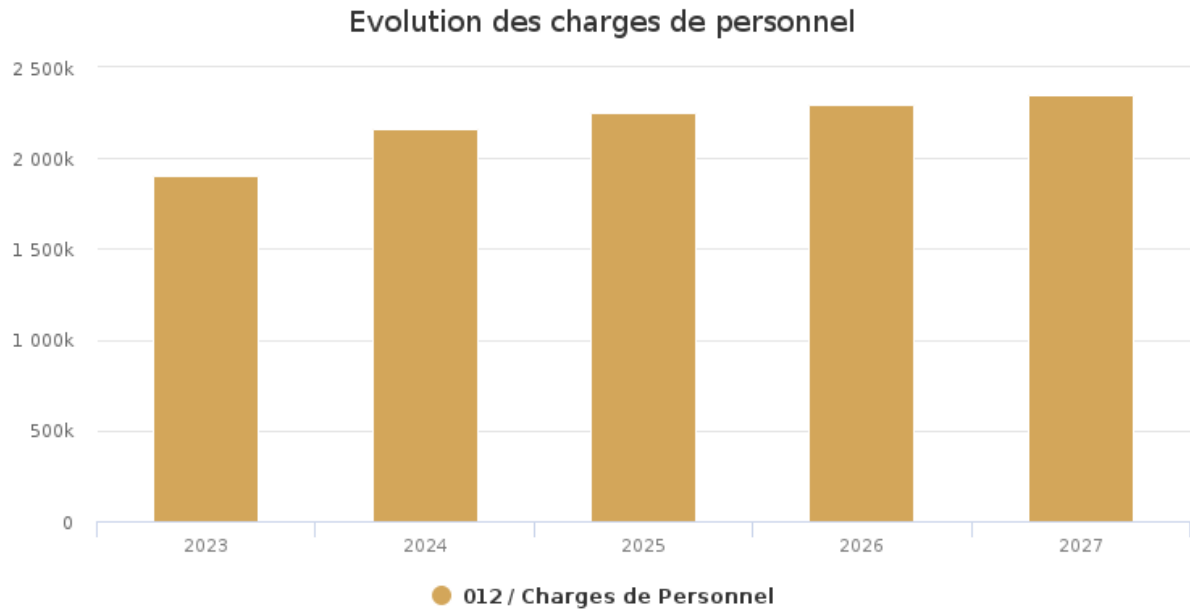
Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de fluides sur la période..



| Année                                     | 2023             | 2024             | 2025             | 2026             | 2027             | 2023->2027 %   |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Eau et assainissement                     | 16 128 €         | 17 380 €         | 34 957 €         | 35 446 €         | 36 084 €         | 123,74 %       |
| Énergie – Électricité<br>Chauffage urbain | 177 953 €        | 178 776 €        | 143 175 €        | 145 180 €        | 147 793 €        | -16,95 %       |
| Carburants - Combustibles                 | 25 931 €         | 21 191 €         | 21 224 €         | 21 521 €         | 21 908 €         | -15,51 %       |
| <b>Total dépenses de fluides</b>          | <b>220 012 €</b> | <b>217 347 €</b> | <b>199 356 €</b> | <b>202 147 €</b> | <b>205 785 €</b> | <b>-6,47 %</b> |
| Évolution en %                            |                  | -1,21 %          | -8,28 %          | 1,4 %            | 1,8 %            | -              |

### 3.3 Les charges de personnel

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel sur la période.

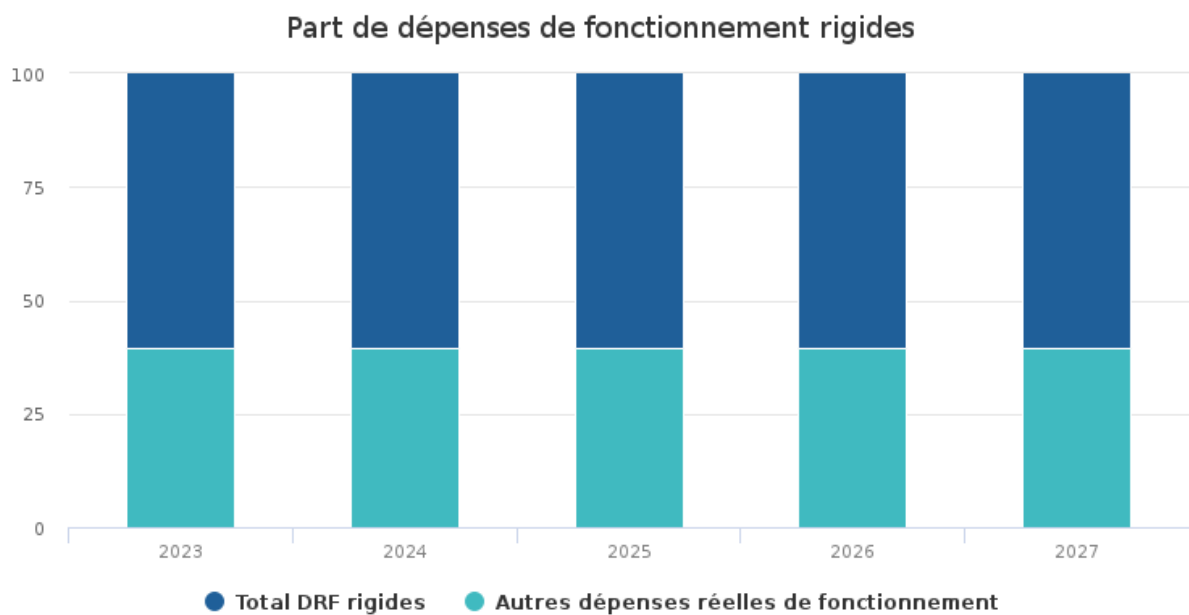


| Année                              | 2023               | 2024               | 2025               | 2026               | 2027               | 2023->2027 %   |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Rémunération titulaires            | 765 263 €          | 849 615 €          | 858 127 €          | 874 431 €          | 894 543 €          | 16,89 %        |
| Rémunération non titulaires        | 293 533 €          | 326 693 €          | 356 798 €          | 363 577 €          | 371 940 €          | 26,71 %        |
| Autres dépenses                    | 840 761 €          | 984 428 €          | 1 035 738 €        | 1 055 418 €        | 1 079 692 €        | 28,42 %        |
| <b>Total dépenses de personnel</b> | <b>1 899 557 €</b> | <b>2 160 736 €</b> | <b>2 250 663 €</b> | <b>2 293 426 €</b> | <b>2 346 175 €</b> | <b>23,51 %</b> |
| Évolution en %                     |                    | 13,75 %            | 4,16 %             | 1,9 %              | 2,3 %              | -              |

### 3.4 La part des dépenses de fonctionnement rigides

Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières. La commune ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet d'engagements contractuels ou de contraintes externes à la collectivité.

Des dépenses de fonctionnement rigides à un niveau conséquent ne sont pas nécessairement problématiques, dès lors que les finances de la commune sont saines. Elles peuvent en revanche le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la commune. A noter que des dépenses rigides existent également au sein des chapitres des charges à caractère général et des autres charges de gestion courante.

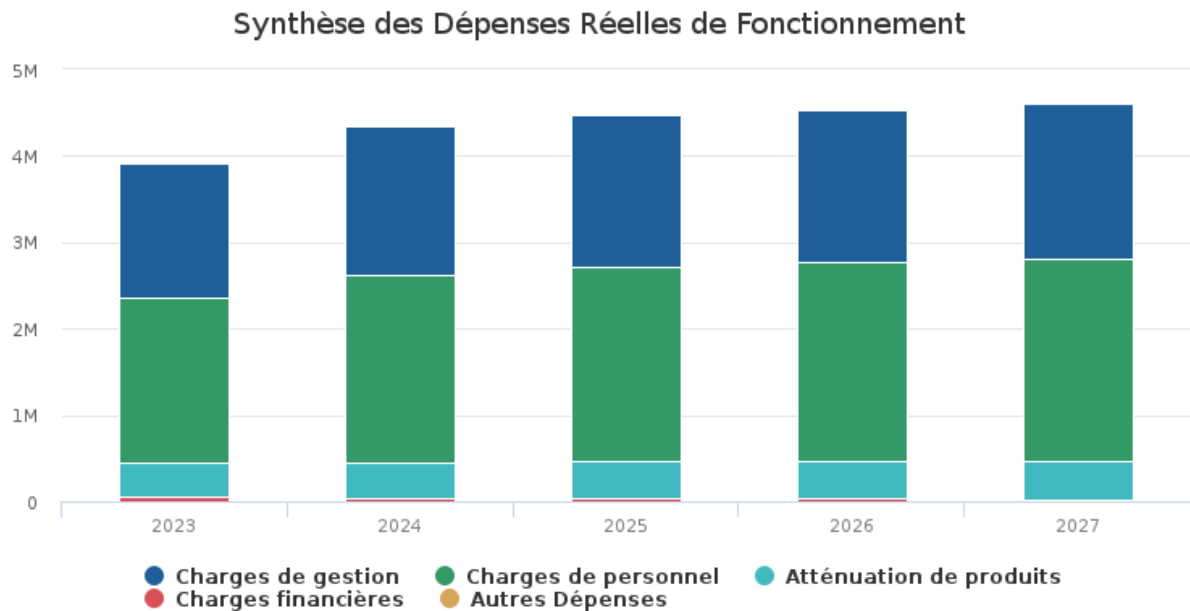


| Année                                      | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|--|------|------|------|------|------|
| Dépenses réelles de fonctionnement rigides | 60 % | 60 % | 60 % | 60 % | 60 % |
| Autres dépenses réelles de fonctionnement  | 39 % | 39 % | 39 % | 39 % | 39 % |

### 3.5 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la commune de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2026 de 1,46 % par rapport à 2025.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la commune sur la période.



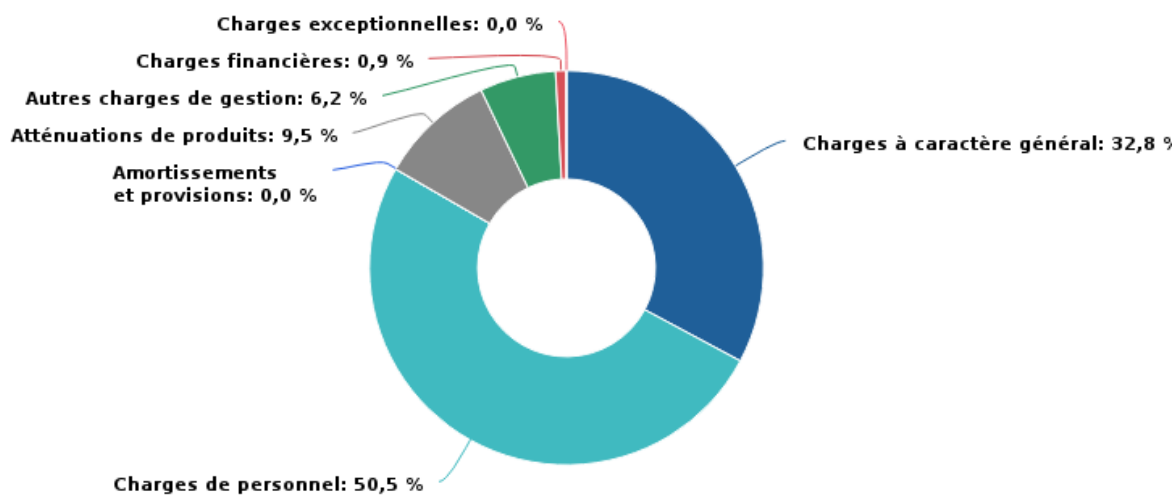
| Année                   | 2023        | 2024        | 2025        | 2026        | 2027        | 2023->2027 % |
|-------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Charges de gestion      | 1 548 064 € | 1 734 843 € | 1 749 017 € | 1 773 503 € | 1 805 426 € | 16,62 %      |
| Charges de personnel    | 1 899 557 € | 2 160 736 € | 2 250 663 € | 2 293 426 € | 2 346 175 € | 23,51 %      |
| Atténuation de produits | 410 406 €   | 410 291 €   | 432 343 €   | 433 333 €   | 434 624 €   | 5,9 %        |
| Charges financières     | 47 693 €    | 41 954 €    | 40 362 €    | 40 362 €    | 26 809 €    | -43,79 %     |
| Autres dépenses         | 0 €         | 5 481 €     | 3 059 €     | 0 €         | 0 €         | 0 %          |

| Année                                  | 2023           | 2024           | 2025           | 2026           | 2027           | 2023->2027<br>% |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Total dépenses<br>de<br>fonctionnement | 3 905 722<br>€ | 4 353 308<br>€ | 4 475 447<br>€ | 4 540 627<br>€ | 4 613 036<br>€ | 18,11 %         |
| Évolution en %                         |                | 11,46 %        | 2,81 %         | 1,46 %         | 1,59 %         | -               |

### 3.6 La structure des dépenses de fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2026, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 4 540 627 €, soit 1 135,1568 € / hab. ce ratio est inférieur à celui de 2025 (1 156,1475 € / hab).

#### Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- A 50,51% des charges de personnel ;
- A 32,83 % des charges à caractère général ;
- A 6,23 % des autres charges de gestion courante ;
- A 9,54 % des atténuations de produit ;
- A 0,89 % des charges financières ;
- A 0 % des charges exceptionnelles ;
- A 0 % des dotations aux amortissements et aux provisions.



## 4. Les épargnes

### 4.1 Epargnes brute/nette

L'**épargne brute** correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle permet de financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

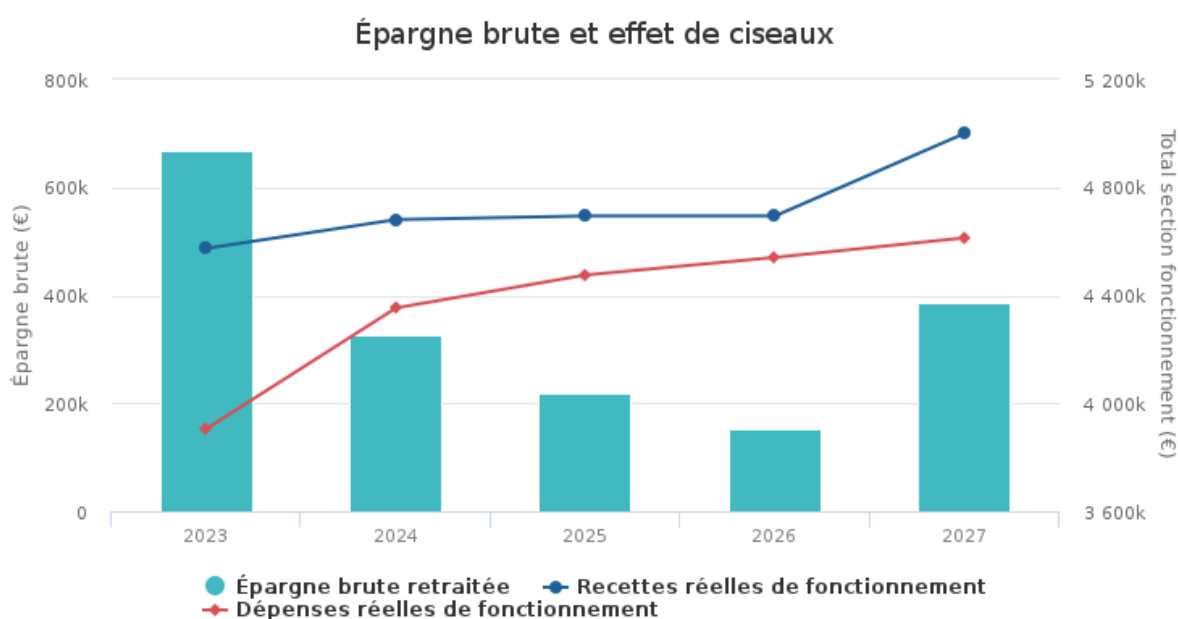
A noter qu'une collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser le capital de la dette sur ce même exercice.

L'**épargne nette ou capacité d'autofinancement** représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Elle est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) après déduction du remboursement du capital de la dette de l'année en cours.

### 4.2 Epargne brute et effet de ciseaux

Le montant d'épargne brute de la commune est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se créé. Il a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la commune et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent aux recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.



| Année                              | 2023                 | 2024             | 2025             | 2026             | 2027                 | 2023->2027<br>% |
|------------------------------------|----------------------|------------------|------------------|------------------|----------------------|-----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 024 076<br>€       | 4 700 638<br>€   | 4 701 507<br>€   | 4 694 190<br>€   | 5 000 337<br>€       | -0,47 %         |
| <i>Évolution en %</i>              |                      | -6,44%           | 0,02%            | -0,16%           | 6,52%                |                 |
| <i>Dont produits de cession</i>    | 450 000<br>€         | 20 000 €         | 7 300 €          | 0 €              | 0 €                  | -               |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 3 905 722<br>€       | 4 353 308<br>€   | 4 475 447<br>€   | 4 540 627<br>€   | 4 613 036<br>€       | 18,11 %         |
| <i>Évolution en %</i>              |                      | 11,46%           | 2,81%            | 1,46%            | 1,59%                |                 |
| <b>Epargne brute retraitée</b>     | <b>668 353<br/>€</b> | <b>327 329 €</b> | <b>218 759 €</b> | <b>153 563 €</b> | <b>387 300<br/>€</b> | <b>-42,05%</b>  |
| <i>Évolution en %</i>              |                      | -51,02%          | -33,17%          | -29,8%           | 152,21%              |                 |

### 4.3 Taux d'épargne brute

Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourra être alloué à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10 %, correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

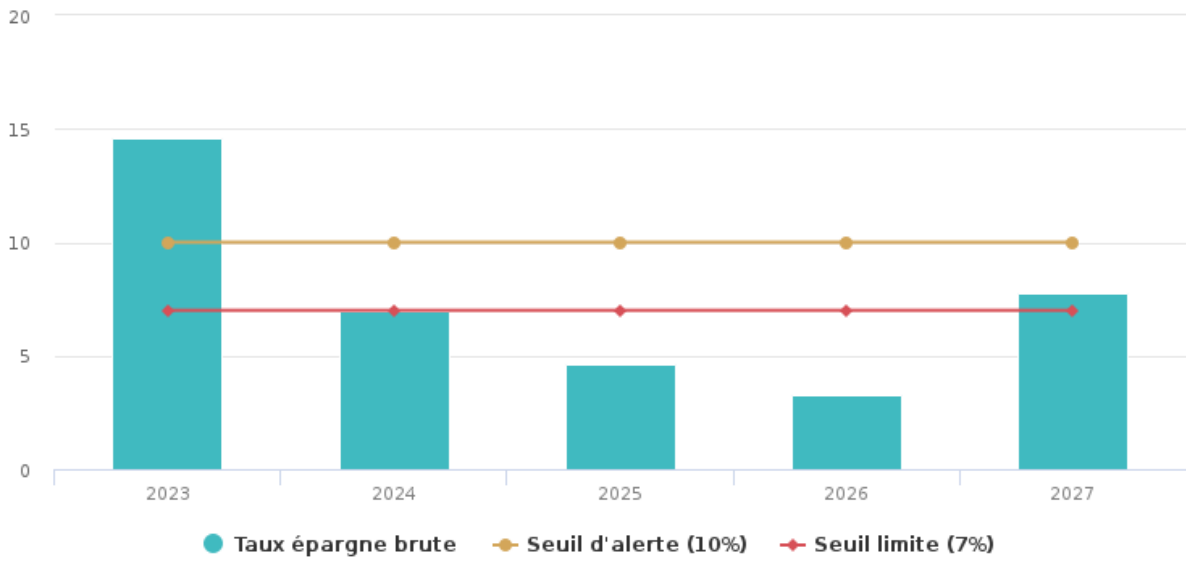
Le second seuil d'alerte (7 % des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 15,6 % en 2024 (DGCL – Données DGFIP).

| Année                   | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         | 2023->2027<br>% |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| Epargne brute retraitée | 668 353<br>€ | 327 329<br>€ | 218 759<br>€ | 153 563<br>€ | 387 300<br>€ | -42,05%         |
| Taux d'épargne brute %  | 14,61 %      | 6,99 %       | 4,66 %       | 3,27 %       | 7,75 %       | -               |



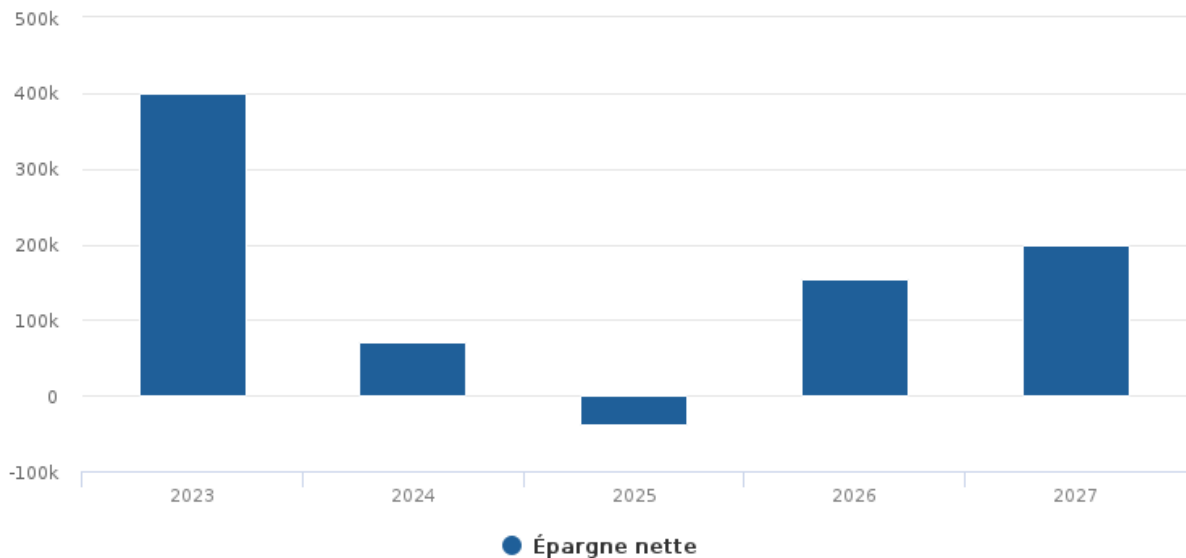
### Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



#### 4.4 Epargne nette

L'épargne nette représente l'excédent après remboursement des dettes en capital. Il s'agit du reliquat disponible pour autofinancer de nouvelles dépenses d'équipement. Elle mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à dégager de son fonctionnement des ressources propres pour financer ses investissements, une fois ses dettes remboursées.

### Épargne nette



## 4.5 Synthèse de l'évolution des épargnes

Le tableau de synthèse ci-dessous retrace les évolutions des principaux indicateurs d'épargne et de dette de la collectivité.

| Année                              | 2023             | 2024             | 2025             | 2026             | 2027             | 2023->2027<br>% |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 024 076 €      | 4 700 638 €      | 4 701 507 €      | 4 694 190 €      | 5 000 337 €      | -0,47 %         |
| <i>dont produits de cession</i>    | 450 000 €        | 20 000 €         | 7 300 €          | 0 €              | 0 €              | -               |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 3 905 722 €      | 4 353 308 €      | 4 475 447 €      | 4 540 627 €      | 4 613 036 €      | 18,11 %         |
| <b>Epargne brute retraitée</b>     | <b>668 353 €</b> | <b>327 329 €</b> | <b>218 759 €</b> | <b>153 563 €</b> | <b>387 300 €</b> | <b>-42,05%</b>  |
| <b>Taux d'épargne brute %</b>      | <b>14,61 %</b>   | <b>6,99 %</b>    | <b>4,66 %</b>    | <b>3,27 %</b>    | <b>7,75 %</b>    | <b>-</b>        |
| Amortissement de la dette          | 269 618 €        | 256 857 €        | 257 134 €        | 0 €              | 188 953 €        | -29,92%         |
| <b>Epargne nette</b>               | <b>398 734 €</b> | <b>70 472 €</b>  | <b>-38 375 €</b> | <b>153 563 €</b> | <b>198 347 €</b> | <b>-50,26%</b>  |
| <i>Évolution en %</i>              |                  | -82,33%          | -154,45%         | -500,16%         | 29,16%           |                 |
| Encours de dette                   | 2 057 852 €      | 1 800 995 €      | 2 093 521 €      | 2 093 521 €      | 1 904 568 €      | -7,45 %         |

| Année                      | 2023 | 2024 | 2025 | 2026  | 2027 | 2023->2027<br>% |
|----------------------------|------|------|------|-------|------|-----------------|
| Capacité de désendettement | 3,08 | 5,5  | 9,57 | 13,63 | 4,92 | -               |

## 5. Les investissements

### 5.1 Les dépenses d'équipement

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2025 additionné à d'autres projets à horizon 2026, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

| Année                                 | 2023             | 2024               | 2025               | 2026       | 2027       |
|---------------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|------------|------------|
| Immobilisations incorporelles         | 49 280 €         | 37 611 €           | 39 467 €           | 0 €        | 0 €        |
| Immobilisations corporelles           | 398 811 €        | 1 071 475 €        | 971 141 €          | 0 €        | 0 €        |
| Immobilisations en cours              | 219 738 €        | 519 122 €          | 0 €                | 0 €        | 0 €        |
| Subvention d'équipement versées       | 0 €              | 0 €                | 0 €                | 0 €        | 0 €        |
| Immobilisations reçues en affectation | 0 €              | 0 €                | 0 €                | 0 €        | 0 €        |
| <b>Total dépenses d'équipement</b>    | <b>667 829 €</b> | <b>1 628 208 €</b> | <b>1 010 608 €</b> | <b>0 €</b> | <b>0 €</b> |

### 5.2 Synthèse des dépenses d'investissements

| Année  | 2023             | 2024               | 2025               | 2026       | 2027             |
|--|------------------|--------------------|--------------------|------------|------------------|
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 667 831 €        | 1 628 209 €        | 1 021 912 €        | 0 €        | 0 €              |
| Remboursement de la dette                      | 269 618 €        | 256 857 €          | 257 134 €          | 0 €        | 188 953 €        |
| Restes à réaliser                              | 0 €              | 0 €                | 0 €                | 79 355 €   | 0 €              |
| Dépenses d'ordre                               | 12 853 €         | 0 €                | 24 184 €           | 0 €        | 0 €              |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>         | <b>950 302 €</b> | <b>1 885 066 €</b> | <b>1 303 230 €</b> | <b>0 €</b> | <b>188 953 €</b> |
| Déficit reporté d'investissement               | 160 073 €        | 172 651 €          | 1 180 499 €        | 0 €        | 0 €              |

### 5.3 Synthèse des recettes d'investissement

| Année                        | 2023      | 2024      | 2025      | 2026     | 2027 |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|----------|------|
| Subventions d'investissement | 183 605 € | 395 561 € | 457 133 € | 0 €      | 0 €  |
| FCTVA                        | 114 529 € | 96 291 €  | 166 080 € | 66 999 € | 0 €  |

| Année   | 2023      | 2024      | 2025        | 2026        | 2027        |
|---|-----------|-----------|-------------|-------------|-------------|
| Divers (dont<br>taxe<br>d'aménagement)        | 52 923 €  | 93 116 €  | 152 887 €   | 0 €         | 0 €         |
| Produits des<br>cessions                      | 0 €       | 0 €       | 0 €         | 0 €         | 0 €         |
| Opérations<br>pour le compte<br>de tiers      | 0 €       | 0 €       | 0 €         | 0 €         | 0 €         |
| Fonds affectés<br>(amendes ...)               | 0 €       | 0 €       | 0 €         | 0 €         | 0 €         |
| Excédents de<br>fonctionnement<br>capitalisés | 95 136 €  | 214 937 € | 1 011 009 € | 1 001 437 € | 387 300 €   |
| Emprunts                                      | 0 €       | 0 €       | 550 000 €   | 0 €         | 0 €         |
| Restes à<br>réaliser                          | 0 €       | 0 €       | 0 €         | 75 500 €    | 0 €         |
| Recettes<br>d'ordre                           | 508 438 € | 77 311 €  | 166 584 €   | 0 €         | 0 €         |
| Recettes<br>d'investissement                  | 954 632 € | 877 218 € | 2 503 694 € | 1 001 437 € | 387 300 €   |
| Résultat reporté<br>d'investissement          | 0 €       | 0 €       | 0 €         | 19 964 €    | 1 021 402 € |

## 5.4 Les besoins de financement pour l'année 2026

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la commune ces dernières années avec une projection jusqu'en 2026.

La ligne solde du tableau correspond à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses d'investissement de la commune (Restes à réaliser et report n-1 compris). Les restes à réaliser ne sont disponibles que pour l'année de préparation budgétaire, les années en rétrospective correspondent aux comptes administratifs de la commune.

| Année                         | 2023      | 2024        | 2025        | 2026 | 2027      | 2023->2027% |
|-------------------------------|-----------|-------------|-------------|------|-----------|-------------|
| Dépenses réelles (hors dette) | 667 831 € | 1 628 209 € | 1 021 912 € | 0 €  | 0 €       | -100 %      |
| Remboursement de la dette     | 269 618 € | 256 857 €   | 257 134 €   | 0 €  | 188 953 € | -29,92 %    |
| Dépenses d'ordre              | 12 853 €  | 0 €         | 24 184 €    | 0 €  | 0 €       | -100 €      |
| Restes à réaliser             | -         | -           | -           | -    | -         | -           |
| Dépenses d'investissement     | 950 302 € | 1 885 066 € | 1 303 230 € | 0 €  | 188 953 € | -80,12 €    |

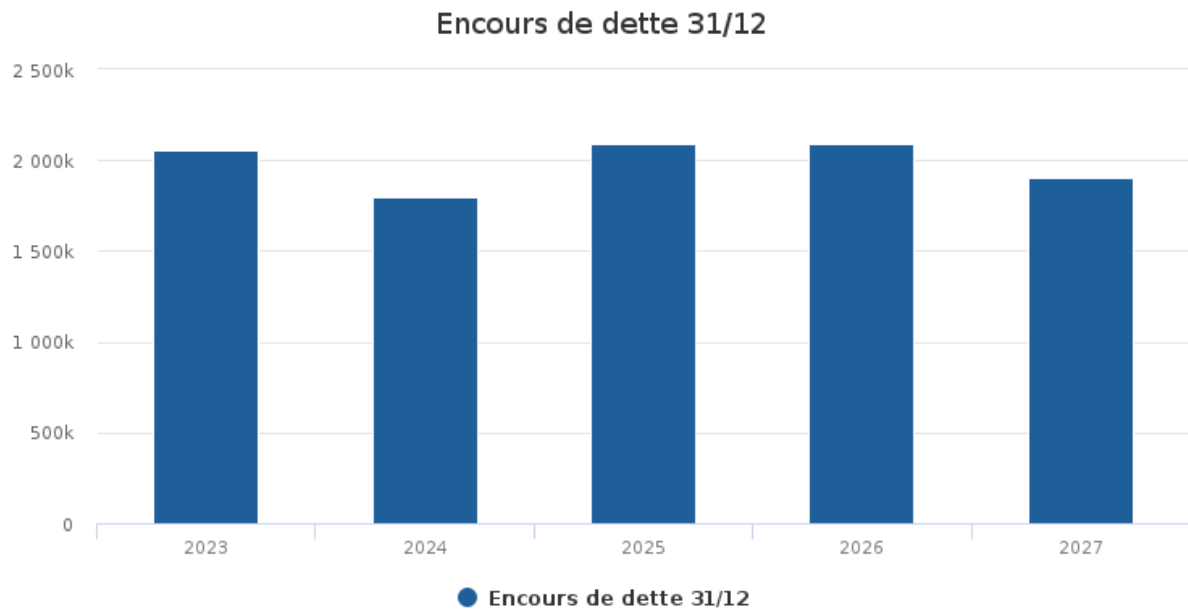
| Année                       | 2023      | 2024      | 2025      | 2026 | 2027 | 2023->2027% |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|------|------|-------------|
| Subvention d'investissement | 183 605 € | 395 561 € | 457 133 € | 0 €  | 0 €  | -100 %      |

| Année                        | 2023         | 2024            | 2025            | 2026           | 2027         | 2023->2027% |
|------------------------------|--------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|-------------|
| FCTVA                        | 114 529<br>€ | 96 291<br>€     | 166 080<br>€    | 0 €            | 0 €          | -100 %      |
| Autres<br>ressources         | 52 924<br>€  | 93 117<br>€     | 152 887<br>€    | 0 €            | 0 €          | -100 %      |
| Recettes d'ordre             | 508 438<br>€ | 77 311<br>€     | 166 584<br>€    | 0 €            | 0 €          | -100 %      |
| Emprunt                      | 0 €          | 0 €             | 550 000<br>€    | 0 €            | 0 €          | - %         |
| Autofinancemen<br>t          | 95 136<br>€  | 214 937<br>€    | 1 011 009<br>€  | 1 001 437<br>€ | 387 300<br>€ | 307,1 %     |
| Restes à réaliser            | -            | -               | -               | -              | -            | -           |
| Recettes<br>d'investissement | 954 632<br>€ | 877 218<br>€    | 2 503 694<br>€  | 1 001 437<br>€ | 387 300<br>€ | -59,43 %    |
| Résu<br>ltat                 | -160 073 €   | -172 651 €      | -1 180 499<br>€ | 19 964 €       | 1 021 402 €  | -738,09 %   |
| Sold<br>e                    | -155 743 €   | -1 180 499<br>€ | 19 965 €        | 1 021 401 €    | 1 219 749 €  | -883,18 %   |

## 5.5. Endettement

### 5.5.1 L'évolution de l'encours de dette

Pour l'exercice 2026, elle disposera d'un encours de dette de 2 093 521 €.



Les charges financières représenteront 0,89 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2026.

| Année                    | 2023             | 2024             | 2025             | 2026            | 2027             | 2023->2027 %    |
|--------------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| Emprunt(s) contracté(s)  | 0 €              | 0 €              | 550 000 €        | 0 €             | 0 €              | - %             |
| Intérêts de la dette     | 44 905 €         | 41 952 €         | 40 320 €         | 40 320 €        | 25 168 €         | -43,95 %        |
| Remboursement du capital | 269 618 €        | 256 857 €        | 257 134 €        | 0 €             | 188 953 €        | -29,92 %        |
| <b>Annuités</b>          | <b>314 523 €</b> | <b>298 809 €</b> | <b>297 454 €</b> | <b>40 320 €</b> | <b>214 121 €</b> | <b>-31,92 %</b> |

| Année                          | 2023           | 2024           | 2025           | 2026           | 2027           | 2023->2027<br>% |
|--------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Encours de dette<br>au 31 dec. | 2 057 852<br>€ | 1 800 995<br>€ | 2 093 521<br>€ | 2 093 521<br>€ | 1 904 568<br>€ | -7,45 %         |
| <i>Évolution en %</i>          |                | -12,48%        | 16,24%         | 0%             | -9,03%         |                 |

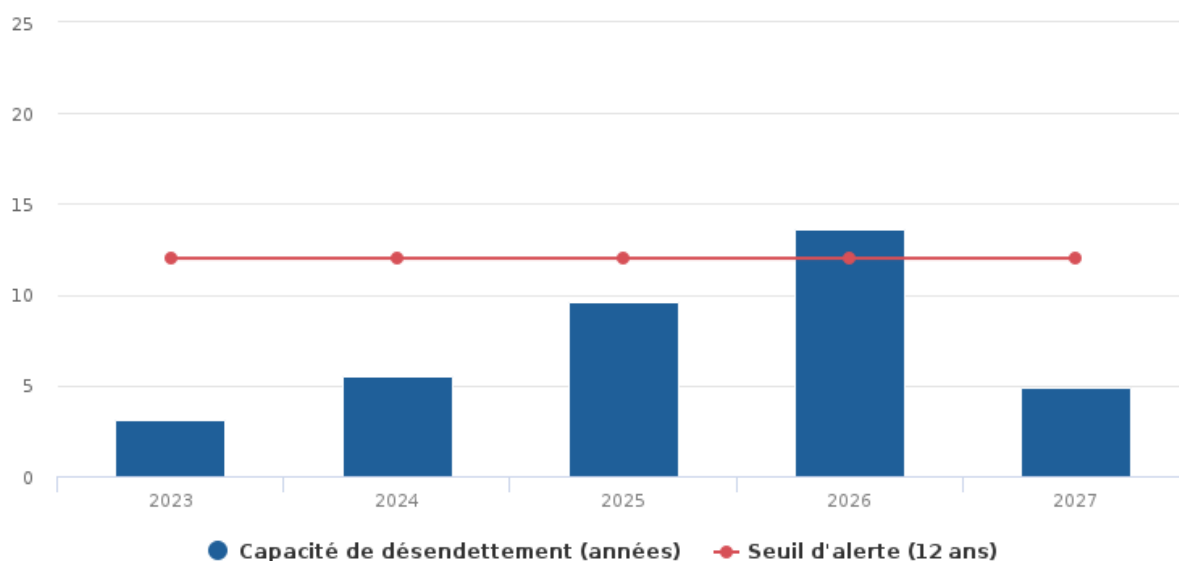
## 5.5.2 La solvabilité de la commune

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle y consacrait l'intégralité de l'épargne dégagée par sa section de fonctionnement.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la commune est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la commune, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situerait aux alentours de 4,5 années en 2024 (DGCL – Données DGFIP).

## Capacité de désendettement de la collectivité



| Année                              | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      | 2027      |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute (€)                  | 668 353   | 327 329   | 218 759   | 153 563   | 387 300   |
| Encours de dette (€)               | 2 057 852 | 1 800 995 | 2 093 521 | 2 093 521 | 1 904 568 |
| Taux d'endettement (%)             | 40,96 %   | 38,31 %   | 44,53 %   | 44,6 %    | 38,09 %   |
| Dette / hab.                       | 576,9139  | 483,7483  | 540,8218  | 523,3803  | 460,7083  |
| Capacité de désendettement (année) | 3,08      | 5,5       | 9,57      | 13,63     | 4,92      |

## 6. Les ratios

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2023 à 2026.

| Ratios / Année                 | Ratios strate | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       | 2027       |
|--------------------------------|---------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1 - DRF € / hab.               | 960           | 1 094,9599 | 1 169,3011 | 1 156,1475 | 1 135,1568 | 1 115,8771 |
| 2 - Fiscalité directe € / hab. | 529           | 792,36     | 804,51     | 783,38     | 748,58     | 736,63     |
| 3 - RRF € / hab.               | 1179          | 1 408,4878 | 1 262,5941 | 1 214,5459 | 1 173,5475 | 1 209,5639 |
| 4 - Dép d'équipement € / hab.  | 380           | 187,22     | 437,34     | 261,07     | 0,0        | 0,0        |
| 5 - Dette / hab.               | 726           | 576,9139   | 483,7483   | 540,8218   | 523,3803   | 460,7083   |

| Ratios / Année                     | Ratios strate | 2023    | 2024    | 2025     | 2026    | 2027    |
|------------------------------------|---------------|---------|---------|----------|---------|---------|
| 6 - DGF / hab                      | 160           | 51.63   | 51.03   | 47.13    | 51.89   | 107.04  |
| 7 - Dép de personnel / DRF         | 53            | 48,64 % | 49,63 % | 50,29 %  | 50,51 % | 50,86 % |
| 8 - CMPF                           |               | 96,84 % | 94,37 % | 94,37 %  | 94,37 % | 94,37 % |
| 8 bis - CMPF élargi                |               | -       | -       | -        | -       | -       |
| 9 - DRF+ Capital de la dette / RRF | 88            | 83,11 % | 98,08 % | 100,66 % | 96,73 % | 96,03 % |
| 10 - Dép d'équipement / RRF        | 32            | 13,29 % | 34,64 % | 21,5 %   | 0 %     | 0 %     |
| 11 - Encours de la dette / RRF     | 62            | 40,96 % | 43,78 % | 43,77 %  | 43,84 % | 41,15 % |

- *DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement*
- *RRF = Recettes réelles de Fonctionnement*
- *POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes*
- *CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.*
- *CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».*

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.

| Commune en France               | R1<br>€/ h | R2<br>€/ h | R2 bis<br>€/ h | R3<br>€/ h | R4<br>€/ h | R5<br>€/ h | R6<br>€/ h | R7<br>% | R9<br>% | R10<br>% | R11<br>% |
|---------------------------------|------------|------------|----------------|------------|------------|------------|------------|---------|---------|----------|----------|
| Moins de 100 hab.               | 1063       | 414        | 429            | 1534       | 689        | 675        | 277        | 23      | 77      | 45       | 44       |
| 100 à 200 hab.                  | 791        | 355        | 375            | 1087       | 471        | 607        | 212        | 28      | 81      | 43       | 56       |
| 200 à 500 hab.                  | 685        | 353        | 368            | 900        | 351        | 525        | 171        | 35      | 85      | 39       | 58       |
| 500 à 2 000 hab.                | 722        | 394        | 455            | 912        | 342        | 587        | 161        | 44      | 87      | 37       | 64       |
| 2 000 à 3 500 hab.              | 835        | 467        | 580            | 1039       | 360        | 666        | 158        | 50      | 88      | 35       | 64       |
| 3 500 à 5 000 hab.              | 960        | 529        | 669            | 1179       | 380        | 726        | 160        | 53      | 88      | 32       | 62       |
| 5 000 à 10 000 hab.             | 1055       | 588        | 760            | 1270       | 363        | 782        | 157        | 56      | 90      | 29       | 62       |
| 10 000 à 20 000 hab.            | 1203       | 661        | 867            | 1415       | 364        | 820        | 175        | 59      | 91      | 26       | 58       |
| 20 000 à 50 000 hab.            | 1348       | 777        | 987            | 1562       | 367        | 990        | 200        | 60      | 93      | 24       | 63       |
| 50 000 à 100 000 hab.           | 1479       | 835        | 1095           | 1714       | 413        | 1347       | 216        | 60      | 94      | 24       | 79       |
| 100 000 hab. ou plus hors Paris | 1280       | 802        | 928            | 1495       | 271        | 1070       | 217        | 58      | 94      | 18       | 72       |

## Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source [www.collectivites-locales.gouv](http://www.collectivites-locales.gouv), données 2024)

## 7. Les orientations stratégiques pour 2026

**Les grands choix stratégiques affichés au BP se déclinent en cinq axes majeurs :**

- **Maîtriser durablement les dépenses de fonctionnement**, qui demeure une priorité dans un contexte national et international marqué par une forte instabilité économique et politique. Cette gestion rigoureuse doit permettre de préserver l'équilibre budgétaire tout en maintenant un niveau de service public de qualité pour les habitants.
- **Réajuster la tarification du périscolaire**, dont les niveaux sont aujourd'hui particulièrement bas à Callian (par exemple : un forfait annuel de 30 à 50 € pour l'accueil périscolaire du matin). Cette situation crée un déséquilibre entre le coût réel du service et la participation des usagers. Par ailleurs, la Caisse d'Allocations Familiales nous demande de réactualiser ces tarifs afin de garantir la poursuite de ses financements.
- **Adapter la fiscalité locale**, actuellement située dans la moyenne basse du canton de Fayence, afin de permettre à la commune de répondre aux enjeux d'investissement de la nouvelle mandature tout en préservant sa capacité d'action.
- **Renforcer la capacité d'autofinancement de la commune**, notamment pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux, en particulier à travers les investissements nécessaires sur le réseau d'eaux pluviales et la réalisation du projet structurant du Pradon.
- **Maintenir un niveau d'investissement soutenu et adapté**, afin de répondre aux besoins de proximité des habitants et d'accompagner le développement équilibré de la commune.

## 8. Les prévisions financières

**Investissement : préparer l'avenir**

Les principes du BP 2026 en investissement reposent sur :

- La poursuite des actions déjà engagées, notamment le paiement de la troisième et dernière tranche (3/3) du Pradon, à hauteur de **1 100 000 €**.
- Le lancement de la **phase 2 des études sur le réseau pluvial** à l'échelle de la commune.
- La **finalisation des travaux d'accessibilité** des bâtiments communaux.
- L'**extension de la salle des sports** par la création d'un hall de plein air.
- Le **lancement des études et de la consultation de maîtrise d'œuvre** pour la réhabilitation du Pradon en école maternelle.
- La **réfection du chemin de Fondurane**.
- L'**acquisition des équipements nécessaires au Plan communal de sauvegarde (PCS)**.
- La **continuité du service public**, incluant les dépenses de renouvellement courant et d'entretien du patrimoine communal.

Le besoin de financement de la section d'investissement 2026 **sera couvert par l'autofinancement de la commune, complété par un recours à l'emprunt.**